

L'économie verte

Des métiers cadres qui émergent ou se transforment de plus en plus

- **Selon les définitions de l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte, ce sont aujourd'hui 4,4 millions de personnes qui occupent des métiers dits « verts » ou « verdissants », dont près de 800 000 cadres du privé**
 - Parmi les 444 métiers cadres du référentiel Apec, ce sont aujourd'hui 17 métiers qui sont identifiés comme « verts », selon cette définition.
 - Les métiers « verdissants » ou potentiellement « verdissants » sont beaucoup plus nombreux mais plus difficiles à identifier. De nombreuses fonctions se verdissent dans les entreprises, par exemple les achats et la logistique.
- **Sous l'effet de la transition écologique, le verdissement des emplois va s'amplifier dans de nombreuses activités et entreprises, notamment pour intégrer des modes de production et de consommation moins énergivores et plus durables**
 - Selon les dernières prévisions de l'Ademe, ce sont près d'un million d'emplois supplémentaires qui pourraient être créés dans l'économie verte à l'horizon 2050, dont de nombreux emplois cadres.
 - Le verdissement des emplois pourrait s'accélérer plus rapidement et concerner davantage d'emplois, sous l'effet de dispositifs visant, par exemple, à améliorer les bonnes pratiques énergétiques en entreprise.
- **Le développement de l'économie verte nécessite la maîtrise de compétences pointues dans les métiers « verts » et aussi la montée en compétences liée au verdissement**
 - Certaines filières de formation sont aujourd'hui bien identifiées pour préparer des parcours très divers dans les métiers « verts ».
 - Mais le verdissement va continuer à transformer d'autres filières de formation initiale et continue.

Sommaire

01

Verdissement des entreprises : un enjeu de la transition écologique

02

L'économie verte réunit 800 000 cadres du privé

03

Un marché aujourd'hui étroit mais en forte expansion

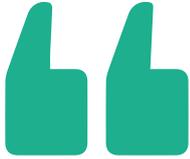
04

Des profils et des parcours de cadres très divers

Méthodologie

La présente publication s'appuie sur la compilation de données récentes disponibles et issues de plusieurs sources :

- Effectifs de l'économie verte : les indicateurs retenus ont été produits à partir de deux sources. La première est la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) identifiées comme « vertes » et « verdissantes » par l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte (Onemev) du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. La seconde est le recensement de la population (Insee 2019) utilisé pour le calcul des actifs relevant de chacune de ces PCS. Parmi les PCS, seuls les cadres et professions intellectuelles supérieures n° 37 (cadres et administratifs commerciaux d'entreprise) et n° 38 (ingénieurs et cadres techniques d'entreprise) ont été retenus ici comme spécifiques du privé.
- Métiers cadres « verts » : la liste a été établie avec l'aide de l'Onemev parmi les 444 métiers figurant dans l'annuaire des métiers cadres de l'Apec.
- Offres d'emploi cadre dans les métiers « verts » : il s'agit des offres que les entreprises du privé ont publiées pour un emploi cadre sur apec.fr entre 2019 et le 1^{er} semestre 2022. Seules ont été prises en compte les offres concernant un des 17 métiers « verts » identifiés par l'Apec.
- Données sur les formations : celles-ci proviennent des formations renseignées par les cadres et jeunes diplômés inscrits sur apec.fr et qui se sont connectés sur le site entre 2019 et 2021. Elles sont regroupées en 70 familles de formation.
- Données sur le profil des cadres engagés dans un métier « vert » : celles-ci sont issues de l'édition 2021 du baromètre Apec de rémunération des cadres via une enquête auprès de 13 800 cadres du privé en poste au 31 décembre 2020.
- Données sur le comportement des cadres face aux enjeux environnementaux : elles proviennent d'un omnibus mensuel mené à l'Apec auprès de 1 000 cadres du privé en poste.



Face aux enjeux du changement climatique et de la raréfaction des ressources énergétiques, la transition énergétique devra être accélérée. La guerre en Ukraine ajoute à cette urgence.

Les entreprises sont des acteurs clés de cette transition. Leurs activités sont appelées à se verdir, et donc tous les métiers y compris les métiers cadres. De nouvelles compétences devront être mobilisées via la formation initiale ou continue. Ce sont de nouvelles opportunités et perspectives professionnelles pour les jeunes diplômés et les cadres.

L'Apec veut s'inscrire dans ce grand défi collectif, en devenant un acteur - avec d'autres - de cette transition écologique : en accompagnant les entreprises dans l'identification et le recrutement des compétences utiles au développement de produits et services moins énergivores et plus durables, et en accompagnant les jeunes diplômés et les cadres dans leurs évolutions vers des métiers « verts » ou « verdissants ».

L'Apec peut aussi agir en éclairant par ses études - c'est une des missions confiées par sa gouvernance paritaire - l'évolution du marché de l'emploi cadre dans l'économie verte et notamment la transformation des métiers cadres « verts » et « verdissants ». La présente publication constitue un premier éclairage et inaugure un programme d'études sur le sujet qui sera développé dans les années à venir. 👍👍

Gilles Gateau,
Directeur général de l'Apec

01. Verdissement des entreprises : un enjeu de la transition écologique

Les préoccupations environnementales (pollution, dégradation des conditions climatiques, etc.) conjuguées à la raréfaction des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, etc.) et fissiles (uranium) et à la hausse de la consommation énergétique ont incité politiques et associations à plaider en faveur d'une transition écologique. Apparue en 2000 bien que renvoyant à des inquiétudes antérieures, celle-ci désigne :

“ Une évolution vers un nouveau modèle économique et social, un modèle de développement durable qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux, ceux du changement climatique, de la rareté des ressources.

Ministère de la Transition écologique¹

Tous les secteurs d'activité sont appelés à devenir acteurs de la transition écologique

Le secteur de l'énergie apparaît sans nul doute comme étant le plus concerné par le sujet de la transition écologique. Il lui faut délaisser certaines sources d'énergie au profit de nouvelles, plus durables comme le solaire, le biogaz ou l'éolien. L'ambition affichée en 2016, lors de la 4^e Conférence environnementale, était d'augmenter de 50 % la capacité installée des énergies renouvelables à l'horizon 2023. Par ailleurs, la neutralité carbone à l'horizon 2050 et la réduction de l'empreinte carbone de la consommation des Français sont les deux grands enjeux de la feuille de route de la France pour lutter contre le dérèglement climatique (SNBC)².

Le secteur de la construction qui représente près de la moitié de la consommation énergétique est aussi fortement engagé dans la transition écologique³. En effet, les entreprises doivent répondre à de nombreuses exigences réglementaires portant sur la performance énergétique des bâtiments. Elles sont aussi invitées à intégrer plus de matériaux biosourcés (bois, fibres animales ou végétales, etc.) à différentes étapes de la construction.

De leur côté, les sociétés de génie civil sont engagées dans la modernisation des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement, et ce pour éviter les déperditions d'eau potable générées par le vieillissement des installations.

L'industrie ainsi que les sociétés d'ingénierie industrielle sont également appelées

à changer leurs façons de produire. L'enjeu est de limiter la production de gaz à effet de serre et d'utiliser des processus de production plus respectueux de l'environnement. La question de la gestion du cycle de vie des produits mis sur le marché s'inscrit également au cœur de leurs nouvelles préoccupations. Il s'agit de minimiser l'utilisation des ressources en phase de conception, de repousser l'obsolescence des produits et de penser à leur ré-usage, via le recyclage.

Dans le transport, de nouveaux modes et de nouveaux moyens de déplacement restent à inventer pour réduire les gaz à effet de serre (écoconduite, covoiturage, voitures hybrides/électriques, optimisation des solutions de transport, etc.). Cela implique les transporteurs tout autant que les constructeurs. Les plateformes logistiques sont aussi concernées par le sujet de la transition écologique puisqu'elles sont tenues au verdissement des véhicules de livraison⁴. Le management environnemental des sites est également visé.

Le commerce est aussi concerné, avec des appels à privilégier des circuits courts et à valoriser les produits écoresponsables. Une meilleure gestion des stocks en magasin et des techniques d'entreposage sont aussi de mise afin de garantir la qualité, l'intégrité et donc la consommabilité des produits mis en rayon.

¹ Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable.

² <https://www.ecologie.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc>

³ <https://www.ecologie.gouv.fr/france-relance-transition-ecologique>

⁴ La loi Climat et Résilience

La transition écologique peut représenter une opportunité pour les entreprises

La transition écologique ne représente pas que des contraintes avec des impératifs de conformité pour les entreprises⁵. Elle constitue aussi pour elles, une opportunité pour réduire leurs coûts de consommation énergétique. Cette transition devient également un argument clé de leur marque employeur, chaque effort de verdisse-

ment de l'activité pouvant être valorisé en externe. Aujourd'hui, si beaucoup d'entreprises arborent des « labels verts »⁶, elles sont aussi de plus en plus nombreuses à mentionner leur engagement écologique dans les offres d'emploi qu'elles publient, et ce, quels que soient le domaine d'activité et le type de poste proposé.

Extraits d'offres d'emploi cadre dans lesquels les recruteurs soulignent leur engagement écologique

- Nous sommes missionnés pour trouver le ou la **chef de projets mécanique F/H** d'un groupe industriel soucieux de l'environnement. **Vous souhaitez participer à votre niveau à la préservation de notre planète ?** Vous êtes sensible à l'écologie et disposez de solides connaissances techniques en machines spéciales et/ou mécanique ? Nous proposons un poste clé, à responsabilité et avec du sens.
- **L'acheteur développement de produit F/H** est à l'interface entre les équipes industrialisation et les équipes de l'offre. Ainsi, il est responsable de développer des produits en optimisant le rapport entre valeur, coûts, et délais tout en veillant à **réduire leur impact environnemental**. Il pilote l'intégralité du processus de développement produit.
- Coder, c'est bien... Coder propre, c'est mieux ! C'est pour ça qu'en tant que **consultant DevOps F/H**, tu t'appliques à développer en respectant les bonnes pratiques Craft ! D'ailleurs, au-delà du code, la méthodologie aussi est importante. Agilité, DevOps... Tout t'intéresse ! **Soucieux et conscient de l'impact de l'IT sur l'écologie**, tu te sens concerné par le Green IT.
- **AMOA finance H/F** : Pourquoi nous rejoindre ? Parce que l'équipe est dynamique, que nous sommes une société (de l'informatique) en pleine expansion mais aussi à taille humaine et que **nous avons des valeurs fortes** : sport, **écologie** et citoyenneté.
- Nous recherchons pour un leader de la promotion immobilière, un **directeur de programme immobilier F/H**. Implanté sur l'ensemble du territoire français et fort de ses 2000 collaborateurs le groupe a vocation à **développer de véritables quartiers en adéquation avec les grandes transitions sociétales, écologiques, territoriales, technologiques et créer la valeur de demain**.
- **Être acteur de la transition écologique de l'industrie chimique en développant des produits et des procédés plus respectueux de l'environnement est source de motivation pour vous ?** Nous recherchons un **agent de maîtrise / technicien supérieur en fermentation H/F**, passionné(e) par la science et les (bio)technologies.

Source : Apec, 2022

⁵ Exemple de normes existantes : ISO 14001, ISO 5001.

⁶ Parmi les labels existants (exemples non limitatifs), le « RGE » permet de reconnaître des entreprises du bâtiment ou d'études concourant à la rénovation énergétique ou à l'installation d'énergies renouvelables. De son côté, le label « Vervolt » s'adresse aux fournisseurs d'électricité qui garantissent une électricité produite à partir d'énergies renouvelables. Quant à « L'Écolabel européen », il permet d'identifier les produits les plus respectueux de l'environnement tout au long de leur cycle de vie. « Objectif CO₂ » et « Greenfin » sont deux autres labels. Le premier permet de mettre en avant le haut niveau de performance environnementale de certains transporteurs, le deuxième vise à garantir la qualité verte des fonds d'investissement.

02. L'économie verte réunit 800 000 cadres du privé

Le Programme des Nations unies pour l'environnement définit **l'économie verte** comme

“ Une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.

L'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte distingue **deux types de métiers** :

Les métiers « verts »

“ La finalité et/ou les compétences mises en œuvre contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement.

Les métiers « verdissants »

“ La finalité n'est pas environnementale, bien qu'ils intègrent une dimension environnementale dans le geste métier.

24 000 cadres du privé exercent un métier « vert »

S'agissant des seuls métiers « verts », ce sont 140 000 actifs salariés qui en occupaient un en 2019, dont près de 24 000 cadres du privé (moins de 1 % de l'effectif cadre global)⁷.

Les actifs occupant un emploi « verdissant » sont beaucoup plus nombreux : la France en comptait 4 300 000 en 2019, dont près

de 780 000 cadres du privé (26 % de l'effectif cadre global).

Aussi, les cadres du privé représentent 17 % des actifs occupant un emploi « vert » et 18 % des actifs occupant un emploi « verdissant ».

Les cadres occupant un emploi « vert » exercent des métiers très diversifiés

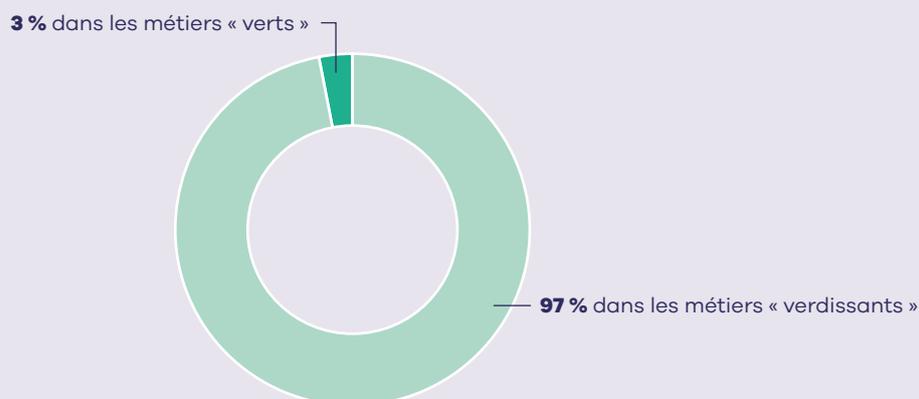
Aujourd'hui, 17 métiers cadres aux intitulés génériques sont identifiés comme « verts ». Ils recouvrent près de 280 intitulés secondaires différents. Parmi ces 17 métiers cadres « verts », 11 relèvent de l'ingénierie-R&D, que ce soit dans l'environnement, l'énergie, la biotechnologie, l'urbanisme, ou encore dans les domaines de la topographie et de la géologie. Deux autres métiers connexes y sont associés : l'un dans la production et la maintenance industrielle, et l'autre dans le commercial. Les 4 derniers métiers « verts » identifiés chez les cadres sont axés qualité et sécurité. Il s'agit de celui d'ingénieur HSE, de responsable HSE, de responsable QHSE et de responsable de développement durable. Les métiers « verdissants » ou potentiellement « verdissants » sont plus difficiles à

identifier. En effet, le verdissement est souvent difficile à objectiver et à évaluer. Dans certaines structures, tel métier est déjà en voie de verdissement, alors que dans une autre, ce même métier est moins avancé sur le sujet. C'est le cas par exemple de l'acheteur. Bien que la fonction soit considérée dans son ensemble comme « verdissante », la conduite d'achats responsables n'est pas encore installée dans toutes les entreprises. D'autres métiers se verdissent, par exemple dans les activités de loisirs et de tourisme. Ces métiers intègrent davantage de pratiques éco-responsables. De plus, leurs promoteurs proposent aussi des offres en lien avec la nature et l'écologie pour séduire un public de plus en plus sensibilisé.

⁷ Les effectifs cadres sont comptabilisés en considérant les seules PCS n° 37 et n° 38 et sont différents de ceux comptabilisés par l'Agirc.

Parmi les actifs de l'économie verte, une écrasante majorité occupe des emplois « verdissants »

Répartition des actifs occupant un emploi dans l'économie verte par type de métier



Source : Onemev - Insee, Rp 2019, traitement Apec

Parmi l'ensemble des actifs de l'économie verte, 18 % sont des cadres du privé

Répartition des actifs occupant un emploi dans l'économie verte par statut et type de métier

	Nombre d'actifs salariés	Nombre de cadres du privé (*catégories 37 et 38 des PCS)	Part des cadres du privé parmi l'ensemble des actifs salariés	Part des cadres du privé de l'économie verte parmi les 3 millions de cadres du privé (Insee 2019)
Métiers « verts »	140 425	23 695	17 %	0,8 %
Métiers « verdissants »	4 329 325	775 421	18 %	25,8 %
Ensemble de l'économie verte	4 469 750	799 116	18 %	26,6 %

Source : Onemev - Insee, Rp 2019, traitement Apec

17 métiers cadres sont des métiers « verts »

Ingénierie-R&D

- Chef.fe de projet aménagement du territoire
- Expert.e en environnement et écologie
- Hydraulicien.ne
- Géologue
- Ingénieur.e d'études environnement
- Ingénieur.e d'études réseaux d'énergie
- Ingénieur.e en biotechnologies
- Ingénieur.e énergies
- Ingénieur.e en efficacité énergétique
- Ingénieur.e énergies renouvelables
- Urbaniste

Production et maintenance industrielle

- Chef.fe de projet sites et sols pollués

Commercial, commerce et vente

- Chargé.e d'affaires en environnement et énergie

Qualité, hygiène et sécurité

- Directeur.rice de développement durable
- Directeur.rice QHSE
- Ingénieur.e HSE
- Responsable HSE

Source : Annuaire des métiers Apec

03. Un marché aujourd'hui étroit mais en forte expansion

Des métiers porteurs de sens et qui attirent

La transition écologique est porteuse de sens pour nombre d'individus. Elle répond à un enjeu sociétal auquel tous peuvent contribuer que ce soit, au niveau personnel ou au niveau professionnel.

D'ailleurs, 87 % des cadres en poste disent effectuer des gestes à domicile pour préserver l'environnement, et 71 % indiquent en faire de même au travail à commencer par le tri des déchets (59 %), un moindre usage de l'impression papier (58 %) ou la non-utilisation de gobelets plastiques et d'ustensiles jetables (50 %)⁸. 86 % déclarent qu'ils pourraient en faire davantage au travail.

Aussi, les cadres estiment que l'engagement sociétal de l'entreprise est un critère important à prendre en considération au moment de choisir un poste, même s'il arrive derrière d'autres critères comme la rémunération ou l'intérêt des missions proposées. Toutefois, ce critère pourrait devenir de plus en plus important à leurs yeux, d'autant que la majorité des cadres se dit prête à ne pas vouloir rejoindre une entreprise non respectueuse de l'environnement.

De plus, les métiers « verts » et « verdissants », cadres et non cadres, attirent des profils de jeunes diplômés ou de cadres confirmés.

Parmi l'ensemble des opportunités d'emploi cadre, un peu plus de 9 000 concernent un métier « vert »

En 2021, 9 400 offres d'emploi cadre ont été diffusées sur [apec.fr](https://www.pec.fr) pour des métiers « verts ». Si celles-ci ne représentent que 2 % des offres, leur volumétrie a progressé de 21 % par rapport à 2019 (versus une baisse de 1 % pour l'ensemble des offres d'emploi cadre publiées durant la même période).

Les profils les plus recherchés sont concentrés autour de deux métiers « verts » de la qualité et de la sécurité : ingénieur HSE (1 830 offres), responsable HSE (1 770 offres). Ils représentent à eux seuls 38 % des offres d'emploi cadre dans ce domaine. Les autres besoins se répartissent inégalement au sein des autres métiers « verts », les chef.fe.s de projet en aménagement du territoire (1 070 offres) étant, par exemple, 10 fois plus recherché.e.s que les géologues (110 offres). L'ingénierie-R&D et les services de conseil aux entreprises sont les secteurs les plus recruteurs de cadres dans des métiers « verts », concentrant à eux deux plus de 56 % des besoins. Toutefois, selon les profils recherchés, cette proportion varie. Elle

est de 46 % pour les offres émises pour les métiers « verts » de la qualité-sécurité, contre 63 % pour les autres.

Si les secteurs de l'énergie, de l'industrie, du bâtiment et du transport-logistique sont très impactés par les enjeux de la transition écologique, ils ne représentent chacun que moins de 10 % des émetteurs d'offres.

Au niveau géographique, les entreprises recherchant un cadre pour un métier « vert » sont surtout présentes dans les régions qui concentrent le plus de cadres et le plus de grandes entreprises : Île-de-France (2 840 offres), Auvergne-Rhône-Alpes (1 310), Occitanie (780), Provence-Alpes-Côte d'Azur (705). Le Grand Est se distingue également, puisqu'il se situe au 5^e rang des régions qui recrutent le plus de « profils verts » (650 offres). C'est aussi l'une des régions qui concentre le plus de besoins en compétences pour des métiers « verts » (2,3 %), avec la Normandie (2,3 %) et le Centre-Val de Loire (2,5 %).

⁸ Appec, 2022.

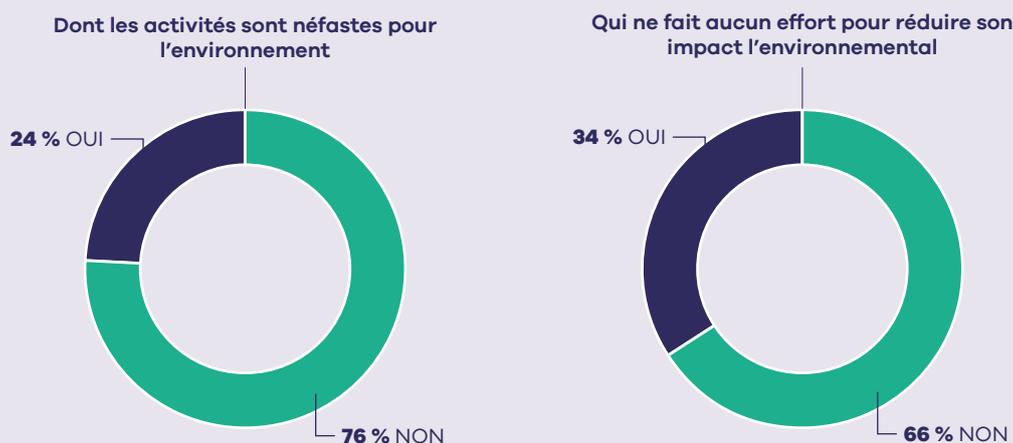
L'impact environnemental de l'entreprise et son engagement écologique orientent le choix de poste

Part des cadres considérant comme essentiels les critères suivants, s'ils devaient chercher un emploi



Source : Apec, 2022

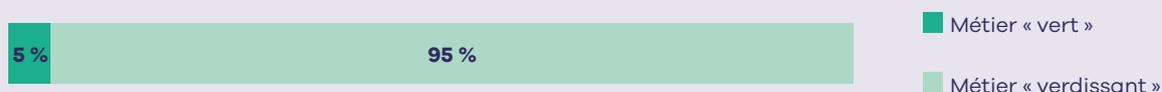
Part des cadres qui pourraient envisager de rejoindre une entreprise ...



Source : Apec, 2022

841 500 demandeurs d'emploi recherchent un emploi dans l'économie verte, ce qui représente 14 % des demandeurs d'emploi (en catégories A, B ou C)

Répartition des métiers recherchés par demandeurs d'emploi visant un emploi dans l'économie verte en 2020



Source : Offres et demandes d'emploi dans les métiers de l'économie verte en 2020 - Pole emploi / Onemev, 2022.

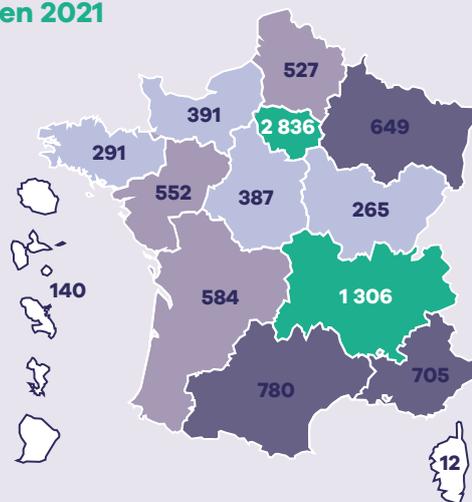
Les offres d'emploi cadre dans les métiers « verts » se répartissent inégalement entre les territoires

Évolution des offres d'emploi cadres dans les métiers « verts » entre 2019 et 2021



Source : Apec, 2022

Répartition par région des offres d'emploi dans les métiers « verts » en 2021



Si les conditions sont réunies, ces opportunités d'emploi devraient continuer d'augmenter

Selon les dernières prévisions de l'Ademe, ce sont près d'un million d'emplois qui pourraient être créés dans l'économie verte à l'horizon 2050, dont de nombreux emplois cadres⁹.

Reste que de nombreuses questions se posent quant à l'acceptabilité de la transi-

tion écologique au regard de ses impacts négatifs possibles sur l'emploi. En effet, des emplois pourraient être supprimés, notamment dans les secteurs les plus fortement impactés par cette transition, comme l'industrie pétrolière et la plasturgie.

Dans certains métiers « verts », les entreprises rencontrent des difficultés pour recruter des cadres

L'appétence des candidats et des candidates pour l'écologie et leur engagement personnel en la matière ne peuvent suffire à garantir leur recrutement¹⁰. En effet, les entreprises qui recherchent des cadres pour pourvoir des métiers « verts », sont en quête de profils très techniques. La capacité à conduire des études techniques et/ou d'analyse de risques, et la capacité à élaborer des spécifications s'imposent comme des prérequis. La connaissance des réglementations liées à l'environnement et les principes de développement durable sont également très souvent à maîtriser. À cela s'ajoutent, selon les profils recherchés, de

nécessaires compétences en urbanisme, en géosciences, en génie climatique ou encore en dépollution.

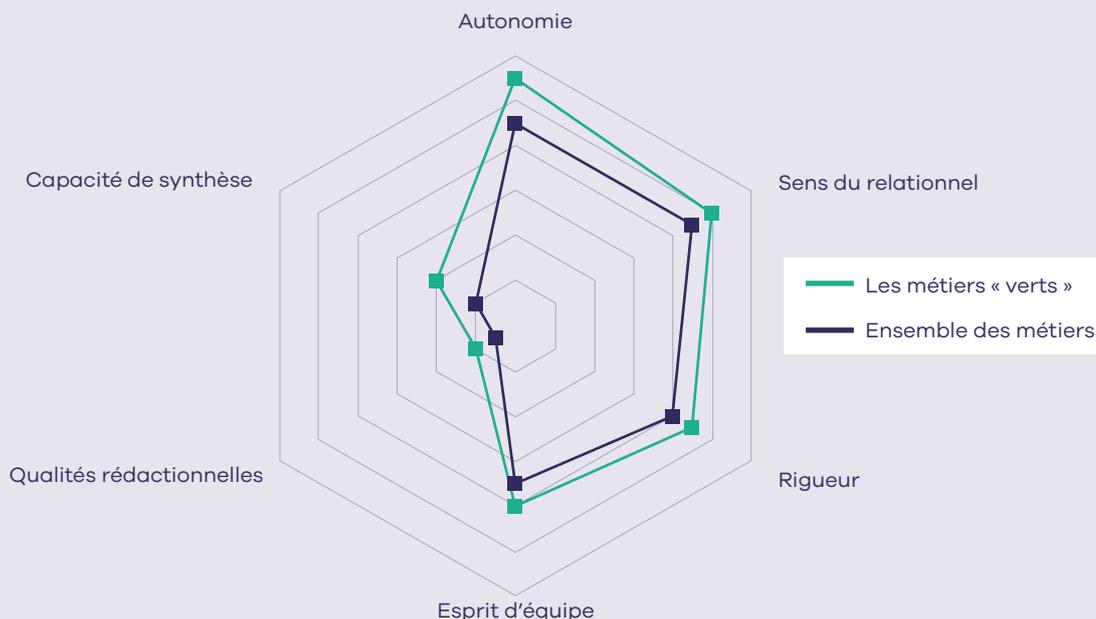
Aussi, les recruteurs expriment des difficultés pour attirer et recruter ces profils très techniques, notamment lorsqu'ils sont adossés à des impératifs en matière de gestion de projet ou de capacité à réaliser/répondre à des appels d'offres. Certains secteurs recruteurs, comme le BTP ou le traitement des déchets, pâtissent d'une image en demi-teinte, ce qui peut complexifier les processus de recrutement. De plus, ils peinent à attirer des femmes cadres.

⁹ Ademe, 2021.

¹⁰ Réalité du marché de l'emploi cadre dans l'environnement, Apec, 2019.

Autonomie, esprit d'équipe, urbanisme, management de projets sont les compétences les plus communément recherchées par les entreprises souhaitant recruter un cadre sur un poste « vert »

Savoir-être spécifiques



Compétences techniques

- Urbanisme, aménagement (du territoire, paysager, urbain), voiries et réseaux divers (VRD), droit de l'urbanisme, plan local d'urbanisme (PLU), schéma de cohérence territorial (SCOT), etc.
- Études techniques (métrologie, relevés, notes de calcul, dimensionnement, etc.)
- Géosciences, géotechnique, géophysique, hydrologie, etc.
- Génie climatique et thermique, efficacité énergétique, réglementation énergétique, thermodynamisme, etc.
- Pollution, dépollution, gestion des déchets et des effluents, assainissement, recyclage, etc.
- Conformité, veille juridique, réglementations, etc.
- Architecture, rénovation, suivi de chantiers, dossiers d'APS, logiciels d'études d'infrastructures (Covadis), etc.
- Environnement, études environnementales, développement durable
- Analyse, prévention et gestion des risques, etc.
- Systèmes d'information géographique (Quantum GIS, ArcGIS, etc.)

Compétences transverses

- Management et gestion de projet (études de faisabilité, études de projet, montage de projet, suivi de projet, etc.)
- Analyse de besoins, appels d'offres, cahier des charges, marché public, analyse des offres
- Gestion commerciale, technique commerciale, prospection, devis, chiffrage
- Management de personnes, gestion d'équipes, animation de réunions, etc.
- Rédaction, réalisation de dossiers, etc.

Note de lecture : parmi les savoir-être spécifiques recherchés pour un poste « vert », l'autonomie et l'esprit d'équipe le sont bien plus qu'en moyenne ; les compétences en urbanisme et les connaissances en matière de conduite d'études étant de leur côté, les savoirs techniques les plus communément recherchés par les entreprises

Source : Apec, 2022.

04. Des profils et des parcours de cadres très divers

Des cadres qui proviennent de filières de formation bien identifiées

Si l'on considère les seuls cadres du privé occupant un métier « vert », près de 9 sur 10 possèdent un diplôme de niveau supérieur ou égal à Bac +3, contre les trois quarts en moyenne.

Leurs filières de formation initiales sont très variées. Les formations les plus communément suivies dans ce domaine sont

celles d'ingénierie généraliste (21 % chez les jeunes diplômés, et 25 % chez les plus expérimentés) et d'environnement-écologie (respectivement : 24 % et 20 %). Les filières de la chimie, des sciences de la vie, des sciences de la terre, du génie civil et de l'agronomie sont aussi représentées.

Selon leur métier, les cadres ne présentent pas toujours les mêmes caractéristiques

Les cadres du privé occupant un emploi « vert » sont surtout présents dans les activités de services (59 %), notamment en ingénierie-R&D. Mais c'est moins qu'en moyenne puisque au global ce sont 65 % des cadres qui exercent dans les services. L'industrie rassemble quant à elle 23 % des effectifs cadres en poste dans un métier « vert » (vs. 17 % en moyenne), et la construction 10 % (vs. 5 %).

La plupart sont en poste dans des ETI et des grandes entreprises (62 %). Cette proportion est plus importante encore pour les cadres exerçant un métier « vert » de la qualité-sécurité (70 %).

Aussi, dans les métiers « verts », les femmes cadres sont plus nombreuses en proportion (40 % vs. 38 %). Ces chiffres sont globa-

lement tirés par les métiers d'ingénieur.e d'études en environnement, d'ingénieur.e et de responsable HSE ; les femmes représentant plus de 39 % des cadres interrogés dans chacun de ces métiers.

Les cadres de moins de 30 ans y sont également deux fois plus nombreux en proportion que dans l'ensemble des effectifs cadres en poste (26 % vs. 13 %). Leur niveau de responsabilité varie selon les métiers, mais il reste globalement inférieur à celui constaté chez l'ensemble des cadres. En effet, seuls 27 % d'entre eux sont responsables hiérarchiques, contre 42 % en moyenne. Toutefois, pour les profils exerçant un métier « vert » de la qualité-sécurité, cette proportion passe à 44 %.

Les filières en ingénierie généraliste et en environnement-écologie sont en tête de celles menant à un métier « vert »

10 premières filières de formation d'origine des cadres exerçant un métier « vert », parmi 70 filières proposées

	Jeunes diplômés (moins d'un an d'expérience)	Jeunes cadres et cadres confirmés
Ingénierie généraliste	21 %	25 %
Environnement – écologie	24 %	20 %
Chimie	3 %	5 %
Sciences de la vie - biologie – biochimie	7 %	5 %
Sciences de la terre – géologie	6 %	4 %
Génie civil – BTP	3 %	4 %
Agronomie	6 %	4 %
Mécanique	2 %	4 %
Aménagement – urbanisme	5 %	3 %
Gestion des entreprises	2 %	3 %
Autres filières de formation (au nombre de 60)	21 %	22 %

Source : Apec, 2022 - Cadres inscrits sur apec.fr

Des aires de mobilités plurielles qui rappellent l'importance de la formation continue

Les cadres exerçant un métier « vert » peuvent avoir occupé un autre poste auparavant. Le parcours le plus fréquent varie selon le poste occupé. Ainsi, les cadres exerçant un métier « vert » de la qualité-sécurité proviennent généralement d'une fonction d'ingénieur.e qualité. À l'inverse, ceux exerçant un métier d'urbaniste ou de chef.fe de projet en aménagement du territoire, sont le plus souvent issus des métiers du BTP ou de l'ingénierie R&D.

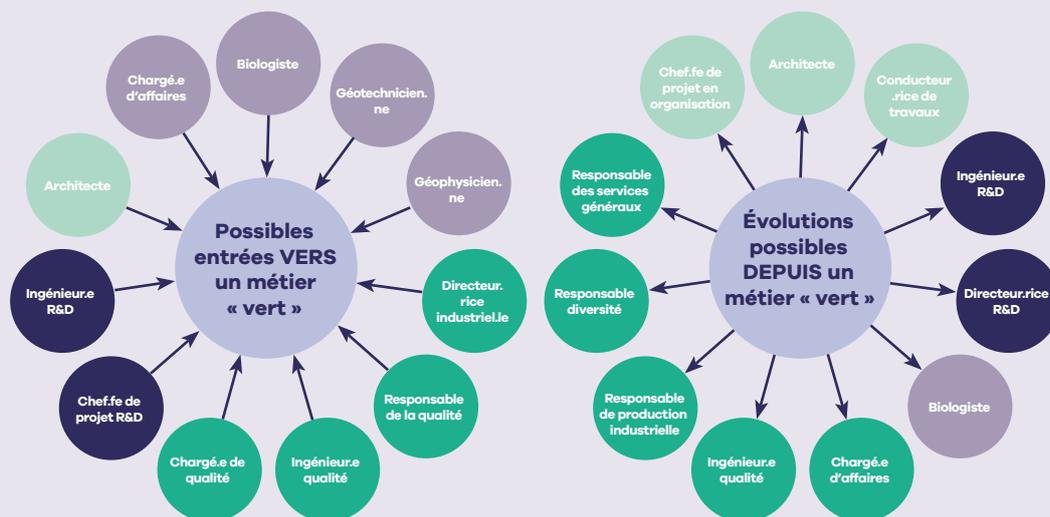
Aussi, ces cadres peuvent se projeter vers d'autres professions. Ceux ayant récemment franchi le pas d'une mobilité vers un métier « non-vert » exercent dorénavant et selon leur métier d'origine, des postes tels que celui de biologiste, de conducteur.rice de travaux, de responsable de production industrielle ou encore de responsable R&D. Qu'il s'agisse d'aller vers un métier « vert » ou d'aller vers un autre métier, de nouvelles compétences, notamment techniques, doivent pouvoir être maîtrisées pour

répondre aux besoins des entreprises. De nombreuses formations diplômantes existent sur le marché (que ce soit en distanciel, en présentiel ou en mixte) pour favoriser de tels apprentissages.

Puisque nombre de métiers sont amenés à se verdir du fait de la transition écologique, il ne fait nul doute que la montée en compétences via la formation va prendre de plus en plus d'importance à l'avenir. La capacité des cadres à acquérir de nouvelles compétences par eux-mêmes et leur faculté à s'adapter à des environnements mouvants (nouvelles normes, nouveaux processus, nouveaux objectifs) devraient être de plus en plus prisées à l'avenir. De manière plus globale, et afin de réussir le pari de la transition écologique, les entreprises seront amenées de plus en plus à développer des actions de sensibilisation auprès de leurs salariés, celles-ci pouvant également se traduire par des temps de formation adaptés.

Les cadres exerçant un métier « vert » peuvent avoir des trajectoires professionnelles différentes

Exemples de trajectoires chez des cadres exerçant un métier « vert », hors métiers « verts » de provenance et de destination



- Passerelles susceptibles de concerner tous les cadres de l'économie verte
- Passerelles propres aux cadres de l'environnement, de l'énergie et de l'écologie
- Passerelles propres aux cadres de la QHSE
- Passerelles propres aux cadres de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire

Source : Apec, 2022

Types de parcours possibles pour les cadres occupant un métier « vert »

■ Métier précédent

■ Métier suivant

■ Métier précédent ou métier suivant

	17 métiers « verts »																
	Ingenieur.e biotechnologies	Ingenieur.e énergies	Ingenieur.e réseaux d'énergie	Chargé.e d'affaires environnement et énergie	Ingenieur.e en énergies renouvelables	Ingenieur.e efficacité énergétique	Ingenieur.e études environnement	Expert.e environnement et écologie	Hydraulicienne	Chef.fe de projet sites et sols pollués	Urbaniste	Chef.fe de projet en aménagement du territoire	Géologue	Ingenieur.e HSE	Responsable HSE	Directeur.rice QHSE	Responsable développement durable
Ingenieur.e en efficacité énergétique		■			■			■					■				
Ingenieur.e d'études en environnement				■	■			■	■	■							
Ingenieur.e en énergies renouvelables						■	■										
Chargé.e d'affaires réglementaires								■									
Chef.fe de projet organisation											■						
Hydraulicien.ne									■								
Ingenieur.e HSE				■				■							■		
Responsable HSE														■			
Expert.e en environnement et écologie			■		■		■										■
Biologiste	■																
Ingenieur.e R&D	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■			■				
Chef.fe de projet R&D			■	■	■	■	■	■	■		■	■	■				■
Directeur.rice R&D												■					
Géologue													■				
Géophysicien.ne													■				
Géotechnicien.ne													■				
Chargé.e d'affaires				■													
Chargé.e qualité		■		■				■						■			
Ingenieur.e qualité														■			
Responsable qualité														■	■	■	
Responsable de production industrielle															■		
Directeur.rice industriel.le																■	
Architecte											■	■					
Conducteur.rice de travaux			■														
Chef.fe de projet aménagement du territoire											■						
Chargé.e d'affaires environnement et énergie						■											
Conseiller.ère en développement économique												■					
Directeur.rice général.e																■	
Responsable des services généraux																■	■

 *Note de lecture : un.e ingénieur.e en énergies renouvelables peut avoir occupé un poste d'ingénieur.e d'études en environnement, ou bien par exemple un poste d'ingénieur.e en énergies renouvelables. Il ou elle peut évoluer à l'avenir vers un poste d'ingénieur.e en énergies renouvelables ou bien aussi par exemple, vers un poste d'ingénieur.e R&D.*

Source : Apec, 2022.

L'observatoire de l'emploi cadre



RECRUTEMENT
PRÉVISIONS
& PROCESSUS



TRAJECTOIRES
PARCOURS
& INÉGALITÉS



COMPÉTENCES
MÉTIERS
& SOCIÉTÉ

L'observatoire de l'Apec réalise des études pour mieux comprendre le marché de l'emploi des cadres et anticiper les tendances à venir, en matière de modalités de recrutement et de fidélisation, de processus de mobilité, d'évolution des métiers et des compétences.

Les études publiées s'articulent autour de trois grands axes :

- > Analyser les besoins, les difficultés et les processus de recrutement des cadres ;
- > Comprendre les trajectoires des cadres, leurs parcours et les inégalités qui peuvent en résulter ;
- > Révéler les évolutions des métiers et des compétences des cadres en lien avec les transformations sociétales.

LES DERNIÈRES ÉTUDES PARUES DANS LA COLLECTION « COMPÉTENCES : MÉTIERS ET SOCIÉTÉ »

- > Cybersécurité : un marché de l'emploi cadre diversifié et de plus en plus porteur, juin 2022
- > L'industrie et les services à forte valeur ajoutée. Des partenariats qui font évoluer les métiers de cadres, mars 2022
- > Télétravail des cadres : entreprises et managers à la recherche d'un nouvel équilibre, janvier 2022



Toutes les études de l'Apec sont disponibles gratuitement sur le site www.corporate.apec.fr > Nos études



Suivez l'actualité de l'observatoire de l'emploi cadre de l'Apec sur Twitter : @Apec_Etudes

ISSN 2681-2835 (COLLECTION COMPÉTENCES)

Septembre 2022

Cette étude a été réalisée par la direction Données et Études (DDE) de l'Apec.

Directeur de la DDE : Pierre Lamblin

Responsable du pôle valorisation des données : Sébastien Thernisien

Équipe projet : Caroline Legrand, Cristina Turlueanu, Sylvie Tartesse

Maquette : Character.

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DES CADRES

51 boulevard Brune-75689 Paris Cedex 14

CENTRE DE RELATIONS CLIENTS

0 809 361 212 Service gratuits + prix d'un appel

DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H À 19H

*prix d'un appel local (France métropolitaine)

© Apec. Cet ouvrage a été créé à l'initiative de l'Apec, Association pour l'emploi des Cadres, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et publié sous sa direction et en son nom. Il s'agit d'une oeuvre collective, l'Apec en a la qualité d'auteur.

L'Apec a été créée en 1966 et est administrée par les partenaires sociaux (MEDEF, CPME, U2P, CFDT Cadres, CFE-CG C, FO-Cadres, CFTC Cadres, UGICT-CGT).

Toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse et conjointe de l'Apec, est strictement interdite et constituerait une contrefaçon (article L122-4 et L335-2 du code de la Propriété intellectuelle).